Projet de règlement grand-ducal

portant fixation, pour un emploi dans la carrière supérieure de l'attaché au Secrétariat du Médiateur, de la matière et des modalités d'organisation de l'examen-concours prévu à l'article 18, paragraphe 1^{er} de la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne.

--

Avis du Conseil d'Etat

(3 février 2009)

Par dépêche du 21 novembre 2008, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal portant fixation, pour un emploi dans la carrière supérieure de l'attaché au Secrétariat du Médiateur, de la matière et des modalités d'organisation de l'examen-concours prévu à l'article 18, paragraphe 1^{er} de la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne, qu'il a élaboré. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles. L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été transmis au Conseil d'Etat par dépêche du 5 janvier 2009.

Dans le cadre du projet de loi (1) portant approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York le 18 décembre 2002 et (2) modifiant la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur, le médiateur se voit chargé de la mission d'assurer le contrôle général des lieux de détention. En cette qualité, il lui appartient de visiter, de contrôler et d'évaluer, sur le territoire national, les lieux de détention où se trouvent des personnes privées de leur liberté. Cette mission est exécutée dans le but d'assurer le respect des droits fondamentaux dont les personnes privées de liberté demeurent titulaires. Ce contrôle est principalement exercé par des visites sur place.

Dans le cadre de cette mission, le médiateur se propose de se faire assister par un agent de la carrière supérieure de son secrétariat à recruter parmi le personnel de celui-ci par voie de la carrière ouverte.

D'après l'article 18 de la loi modifiée¹ du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne, le fonctionnaire doit se soumettre à un examen-concours dont la matière et les modalités sont fixées pour chaque administration par voie de règlement grand-ducal.

Le projet de règlement qui a pour objet de fixer le programme de cet examen et les modalités de celui-ci ne donne pas lieu à observation de la part du Conseil d'Etat, sauf qu'au fondement légal le renvoi à la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat est surabondant et qu'il peut être supprimé. Par ailleurs, il y a lieu compléter le troisième visa (deuxième selon le Conseil d'Etat) et de le libeller comme suit:

« Vu l'article 18 de la loi modifiée du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne; ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 3 février 2009.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Alain Meyer

¹ Cette loi a été modifiée par la loi du 28 décembre 2008 modifiant le statut des fonctionnaires de l'Etat (publié au Mémorial A n° 214 du 28 décembre 2008)